

Contenu de la conférence de presse tenue ce mardi 10 avril après-midi à 14h par une trentaine de personnes représentant les diverses activités agricoles, para agricoles, artisanales et culturelles sur la ZAD.

Aujourd'hui, à la Rolandière, nous étions une trentaine de personnes représentant les diverses activités agricoles, paragricoles, artisanales et culturelles sur la ZAD. Nous avons porté un message collectif pour répondre aux contre-vérités répandues depuis hier par ceux qui nous expulsent. Nous avons des projets extrêmement divers dans leurs formes mais nous sommes absolument solidaires, d'autant plus quand la préfecture essaie de nous diviser par des chantages à la destruction de nos activités et lieux de vie.

Hier, la ferme des cents noms a été détruite. Ce matin encore, les gendarmes cherchaient à s'attaquer au grand potager collectif des Rouge et Noir et au jardin de plantes médicinales qui le jouxte. Aujourd'hui toutes les activités et les habitations de la zone sont menacées. Le gouvernement a fait le choix d'interrompre le dialogue, de militariser la zone, de venir détruire avec des tractopelles, des blindés et des milliers de gendarmes mobiles l'espoir qui a été semé sur les terres de Notre-Dame-des-Landes.

Pourtant, depuis plusieurs semaines, un processus de dialogue et de négociation avait été engagé par l'intermédiaire d'une délégation commune du mouvement. Celle-ci avait affirmé aux pouvoirs publics notre volonté d'engager un processus de mise en conformité et de régularisation de nos activités et habitats sur la zone. Elle avait engagé un certain nombre de démarches en ce sens.

Suite au rendez-vous de la délégation commune avec Lecornu, une demande de rendez-vous collectif a été envoyée au Directeur de la Mutualité Sociale Agricole de Loire Atlantique. Une copie de ce recommandée a été adressée bien entendu à Nicole Klein. Ironie du sort, cette lettre au nom de l'association pour un avenir commun dans le bocage était co-signée par un jeune paysan-éleveur des cent noms. Contrairement à ce qu'a prétendu hier la préfecture pour justifier la destruction, celui-ci avait une activité déclarée sur le troupeau !

Puis, le 28 mars dernier, lors de la dernière rencontre de la délégation commune avec la DDTM, le mouvement avait exigé un nouveau rendez-vous au plus vite - avant l'intervention annoncée. A l'ordre du jour : soumettre à examen et à discussion une proposition de Convention d'Occupation Précaire collective, présenter le travail en cours sur la constitution d'une coopérative d'activités rassemblant à la fois des exploitants individuels et des activités collectives, des activités implantées de longues dates et d'autres qui ont germées des possibilités offertes par l'abandon du projet.

Ces dernières semaines, un certain nombre de projets d'activités qui ne disposaient pas d'existence légale, ont constitué des associations loi 1901. Toutes les activités sont imbriquées et inter-dépendantes, tant sur le plan agronomique (rotation des parcelles) que sur celui de la mise en commun d'outils, de l'entraide et des chantiers collectifs.

Durant toutes ces rencontres, la délégation commune a exigé du temps pour permettre un dialogue serein. Le gouvernement, avec cette opération militaire, est dans une stratégie de tri, de chantage et de nettoyage de la zone que nous refusons. Dans le contexte d'une telle intervention, il est impensable de signer des Conventions individuelles, alors que des lieux peuvent être détruits à tout moment. La préfecture ment quand elle prétend que des

démarches solitaires auraient été entamées en ce sens. Personne ne l'avait fait car l'ensemble des projets agricoles, paragrícolas et artisanaux de la zad avaient décidé de défendre l'hypothèse d'une convention collective.

Pour que le dialogue reprenne, il faut que les expulsions cessent. Si la préfecture s'enferme dans une logique de répression nous devons continuer à résister pour défendre les différents lieux de vie de la ZAD. Nous nous savons épaulés depuis hier par un nombre croissant de personnes et d'organisations de toute sorte. Nous appelons dès à présent tous nos soutiens à nous rejoindre pour un pique nique à 13h demain mercredi 11 avril sur le camp des cheveux blancs, entre les fosses noires et les vraies rouges, sur la zad.